

Projet de construction d'un complexe de liquéfaction de gaz naturel à Saguenay – Mémoire

Je m'oppose à ce projet d'une époque révolue. Révolue car il semble faire fi des crises environnementale, climatique et de la biodiversité qui nous frappent actuellement et qui s'intensifient de plus en plus, à mesure que les années s'écoulent et que nous ne modifions pas nos comportements.

IL FAUT DONC DIRE NON, À CE PROJET.

Si ce projet ne se réalise pas, ce n'est pas la fin du développement économique de la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean. D'autres projets surgiront de la table à dessin des entrepreneurs et développeurs. Aucun doute là-dessus. Mais, si le béluga, la baleine noire ou toute autre espèce disparaissent, comme il est permis de l'anticiper si ce projet se réalise, elles le seront à tout jamais. On ne pourra revenir à la situation antérieure. Nous ne pouvons reculer. Et si ce projet se réalise, cette ou ces disparitions auront été faites de façon consciente et délibérée.

Voici les motifs pour lesquels je m'oppose:

- Nous traversons une crise climatique, dont les activités humaines en sont la cause première. Or, ce projet entrainera une augmentation d'environ 8,5 millions de tonnes de CO2 par année, émissions qui contribueront à la crise climatiques. « Et globalement, le projet Énergie Saguenay « pourrait faire augmenter les émissions de GES canadiennes d'environ 8,5 millions de tonnes d'équivalents CO2 par année », selon le ministère de l'Environnement. Cela équivaut aux émissions moyennes annuelles de 3,46 millions de voitures, ou 2,4 millions de camions légers (véhicules utilitaires sports). (...) Concrètement, les émissions annuelles totales liées au projet équivaldraient à annuler toutes les réductions d'émissions obtenues entre 1990 et 2016.» (<https://www.ledevoir.com/societe/environnement/586547/gnl-quebec-impossible-de-preciser-le-bilan-climatique-du-projet>; je souligne)
- Il faut écouter les nombreux scientifiques qui sonnent l'alarme face à ce projet et ses impacts notamment sur les mammifères marins. « Depuis le début de la pandémie (COVID-19), les autorités gouvernementales nous ont assuré être guidées « par la science ». Elles ont voulu nous montrer qu'elles étaient entièrement au service du bien public. Alors, pourquoi ne pas mener l'exercice jusqu'au bout ? Pourquoi le respect de la science et des « choses vivantes » s'arrêterait-il à la porte de la pandémie ? Pourquoi la peur des gens est-elle légitime face au virus, mais pas face à la fin du monde ? » », Francine Pelletier, « Dans le mur », Le Devoir 201001 (https://www.ledevoir.com/opinion/chroniques/586862/dans-le-mur?fbclid=IwAR1GX_yDWnc8K1Liu1qbXrZAlqStz6h_8uhRYw7OWtRSlelpPGt7B1nQjF0)
- Aucun acheteur potentiel du gaz n'est actuellement connu et aucun contrat de vente n'a encore été signé. Comment peut-on, dans ce cas, affirmer que le gaz servira à remplacer des énergies plus polluantes. GNL Québec ne peut certainement pas garantir de baisse des GES si elle ne connaît pas l'acheteur.

- **Gaz de schiste et fracturation hydraulique.** Le gaz transporté proviendrait de l'industrie des gaz de schiste par fracturation hydraulique dans l'Ouest canadien, dont les impacts environnementaux sont catastrophiques. En effet, cette industrie est extrêmement polluante vis-à-vis de l'effet de serre et de la contamination/pollution des eaux souterraines. Il y a aussi la problématique des puits qui, une fois que le gaz naturel a été extrait du sous-sol, sont abandonnés et continuent de produire des émanations fugitives incontrôlées de méthane, qui contribuent à augmenter l'effet de serre et à accélérer le réchauffement climatique.
- **Les écarts de richesse se creuseraient.** Les écarts de richesse entre riches et pauvres se creuseraient : les emplois profiteraient à un petit nombre de travailleurs qui gagneraient des salaires plus élevés. Cette augmentation de la richesse entraînerait une augmentation des coûts de la vie insoutenable pour les travailleurs déjà établis dans la région et qui ne bénéficieraient pas de ces salaires plus avantageux. Les écarts de richesse avec les non-travailleurs se creuseraient encore davantage. L'exemple de la ville de Fort McMurray, en Alberta, montre les conséquences vicieuses d'une croissance de richesse déséquilibrée, qui entraîne d'importantes fractures sociales résultant du paradoxe d'un boom économique s'accompagnant de graves problèmes de pauvreté et de misère sociale.
- **Le paradoxe fiscal.** Il a été montré que les retombées fiscales locales seraient très limitées. Les bénéfices engendrés par le projet retourneraient, en grande partie, à de grandes multinationales et investisseurs étrangers qui placent leurs fonds dans les paradis fiscaux, limitant ainsi les retombées fiscales principalement aux intérêts privés, plutôt qu'aux régions qui assumeraient les risques environnementaux liés au projet. Au contraire, les contribuables que nous sommes paieraient le fort prix pour ce projet en subventionnant l'électricité produite par Hydro-Québec et qui serait vendue à un faible prix à GNL Québec pour réaliser la liquéfaction des gaz de schiste, tout en n'étant plus disponible pour réaliser la transition vers des énergies moins polluantes.
- **Le coût environnemental en termes d'émissions carbone.** Outre les effets de l'exploitation du gaz de schiste sur l'effet de serre et les changements climatiques, le procédé de liquéfaction est extrêmement énergivore et consommateur d'électricité. Le Québec est-il prêt à faire usage de son électricité pour la production de gaz liquéfié ? Cela revient à transformer de l'électricité en gaz liquéfié, ce qui apparaît comme un non-sens. Notre énergie hydroélectrique à faible émission de carbone pourrait notamment servir à diminuer les émissions carbone d'autres secteurs, tels que le transport et l'agriculture, plutôt qu'à augmenter les émissions carbone déjà très élevées reliées à cette industrie.
- **Se positionner en faveur d'une industrie déjà en place et qui a fait ses preuves.** Il existe au Saguenay-Lac-Saint-Jean des industries déjà bien en place, comme l'industrie de l'aluminium, qui est l'un des fleurons de la région. C'est sur cette valorisation économique d'industries existantes qui ont participé et participent encore à la prospérité économique de la région qu'il faut tabler, plutôt que sur le développement de nouvelles infrastructures très coûteuses et non durables. Un bon exemple est la valorisation des résidus de l'industrie de l'aluminium avec le développement de nouvelles technologies qui permettront cette valorisation en extrayant des boues rouges des métaux de valeur et en minimisant la disposition de ces déchets : c'est sur la recherche et le développement de ces technologies qu'il faut miser actuellement et qu'il faudrait continuer à miser pour le futur.

- **Un tourisme et des activités traditionnelles locales à sacrifier.** Le Fjord du Saguenay et le fleuve Saint-Laurent deviendraient des autoroutes d'immenses bateaux (un bateau par jour pour les 25 prochaines années); l'augmentation significative du trafic maritime aurait un impact local important sur la faune marine (dont les baleines et les bélugas), qui constitue un attrait touristique amenant des retombées économiques importantes pour les régions bordant ces cours d'eau. La disparition de la glace le long du Fjord du Saguenay en hiver compromettrait les loisirs de pêche traditionnelle sur la glace, et que dire des impacts écologiques de la disparition de la glace. Le trafic occasionnerait aussi une augmentation de la pollution sonore et amplifierait les problèmes d'érosion des berges sur la Côte-Nord du fleuve Saint-Laurent et du Saguenay. Les infrastructures terrestres et le gazoduc altéreraient également le paysage de manière importante et irrémédiable.
- **Ce projet suscite un clivage qui sera long à soigner.** Ce projet est, depuis ses débuts, une source de division au sein de la population. Les politiciens, dont le rôle est d'unir et de maintenir la cohésion sociale du milieu, ont failli à leur tâche. Tous les paliers de gouvernement ont été subjugués par les dollars que font miroiter les promoteurs. Ils ne se sont pas gênés -mais ils auraient dû-, pour appuyer et souligner qu'il s'agissait d'un « bon projet ». Or, de telles réactions sont une négation du processus démocratique et de l'institution -le BAPE- qui offre une occasion unique au citoyen de s'impliquer et de faire valoir son opinion.
- Plusieurs scientifiques, en provenance de différents secteurs de recherche se liguent contre ce projet qui n'a que des impacts négatifs, hormis l'exception d'acheter les gens avec les sommes astronomiques que l'on fait miroiter. Or, à écouter le promoteur, tous ces scientifiques, souvent des sommités dans leur domaine, font fausse route. Mais ceux des promoteurs, par contre, détiennent la vérité. Il n'y aura pas de problème. Tout ira bien. Aucun impact sur les mammifères marins. Aucun impact sur l'industrie touristique régionale. Pas de quoi s'inquiéter. **DORS BON PEUPLE, ON S'OCCUPE DE TOI!**

Ce projet ne doit pas voir le jour. Il s'agit d'un projet *maudit* qui mettra en péril la vie telle que nous la connaissons sur notre unique Planète où vivent nos enfants et où vivront nos petits-enfants. Pensons à eux. Pas seulement à notre compte en banque.

Yves Gauthier